

AVIS PORTANT SUR LA NOTION DE LA COOPÉRATIVE ET SUR LA PROPRIÉTÉ COOPÉRATIVE EN UNION SOVIÉTIQUE PENDANT LA PÉRIODE ENTRE 1921 ET 1931

par

MÁRTA SÜVEGES

maître-conférencier à la Chaire de Droit agricole de la Faculté de Droit de l'Université

«Eötvös Loránd» de Budapest

Reçu: le 15 septembre 1979.

Quant à la période indiquée nous traitons en premier lieu de l'interprétation léniniste de la NEP dans le cadre de laquelle nous examinons l'avis de Lénine sur la notion et la fonction de la coopérative. Ensuite nous passerons en revue l'évolution économique des coopératives et la politique d'économie relative aux coopératives. C'est d'une façon brève que nous passerons aux discussions relatives à la théorie économique socialiste dont l'une des questions principales était le lien entre la coopérative et le socialisme. Enfin nous exposons les avis concernant la propriété coopérative. Mais c'est en caractérisant ensemble avec la caractéristique de la matière de la discussion autour de l'articulation du droit relatif à l'économie et autour de la notion du droit que l'on peut préciser ce thème, car le droit de propriété s'est présenté pendant cette période en tant qu'une question partielle des avis concernant la notion du droit.

1. Il est très important de préciser du point de vue du jugement pertinent de la fonction, de la notion de la coopérative socialiste la question comment Lénine a compris la NEP. S'il l'a considérée comme la stratégie écono-mo-politique de la période de transition ou bien comme un désistement tactique, comme une brève période de tolérance assurée à la nature de producteur de marchandises du paysans. Est-ce que la NEP est un système économique ou seulement un pas politique et tactique ? En ce qui concerne les documents léninistes sur le passage à la NEP nous les présentons en les groupant d'après l'interprétation de László Szamuely et en acceptant ici l'appréciation de L. Szamuely relative à l'interprétation léniniste de la NEP. Ces documents nous permettent de nous mettre d'accord avec l'opinion léniniste exposée dans la question opérative.¹

Dans ses discours et ses articles remontant au printemps de 1921 (il s'agit avant tout des discours prononcés au X-ème Congrès du Parti et à la X-ème Conférence nationale du Parti et des articles destinés) à l'impôt sur les produits «Lénine s'est servi dans son interprétation rela-

tive au passage à la NEP de différents arguments sous plusieurs aspects, d'autres accents, voire il a donné une différente interprétation comme il l'a fait dans ses écrits et ses discours datant de l'automne de 1921.

Quant à la nouvelle politique économique qui a signifié le remplacement de la cession obligatoire de l'excédent total des céréales par l'impôt sur les produits, Lénine ne l'a examiné au printemps de 1921 que du point de vue du développement de l'alliance ouvrière-paysanne en soulignant que l'introduction de l'impôt sur les produits est «en premier lieu et surtout une question politique» parce qu'elle touche le rapport de deux classes influant sur le sort de la révolution. La cause fondamentale et principale du changement est la crise extrêmement aggravée de l'économie paysanne qui est survenue parce que l'on n'a pas pris en considération l'intéressement du paysan comme du producteur privé dans les résultats de la production. Il est donc nécessaire de faire au petit producteur des «cessions maximum». Dans ce sens l'impôt sur les produits est une cession faite à la nature de producteur de marchandises au paysan moyen qui ne favorise à l'instant que la création de l'intéressement de la paysannerie dans la production.³

L. Szamuely est d'avis que deux motifs expliquent l'opinion de Lénine donnée sur le communisme de guerre pendant les deux mois de la NEP. Lénine s'est approché des changements économiques-politiques avant tout comme politicien praticien. Il a dû réviser non seulement ses propres idées, mais il a dû faire accepter le résultat de la révision par les membres du parti, d'une part, et par les millions de masse, d'autre part. En deuxième lieu Lénine a jugé comme théoricien le rapport entre la NEP et le communisme de guerre dont l'appréciation est autrement éclairée par le fait que L. Szamuely était le premier dans la littérature de l'économie politique à attirer l'attention. Par conséquent au début de la NEP Lénine n'a pas encore vu le but de l'introduction de l'impôt sur les produits dans la production des marchandises, c'est-à-dire dans le passage à l'économie du marché, mais dans la facilitation de l'échange de produits, ce qu'il a considéré comme la substance économique du socialisme.

Au début de 1918 l'échange de produits naturels comme le moyen de la réalisation de l'économie socialiste figurait comme moment fondamental dans les présomptions de Lénine concernant le système économique. En 1921 au X-ème Congrès Lénine a maintes fois indiqué que le passage direct au communisme était possible dans un pays industriellement développé. Comme la Russie est en majorité un pays de petite paysannerie, plusieurs formes transitoires sont nécessaires à la réalisation du socialisme, et l'une d'elles est *l'échange de produits régulier* entre l'industrie étatique et la paysannerie de petite production *jusqu'à* la réorganisation socialiste de l'agriculture en grandes usines⁴. Comme on peut voir c'est en effet la répétition de la série d'idées de 1918 et ainsi l'introduction de l'impôt sur les produits peut paraître, avec *un petit écart*, comme la suite des présomptions de 1918. Ce petit écart était en effet le communisme de guerre dû à la guerre qui *n'a pas représenté* effectivement contre-

*cette série d'idées une autre alternative, mais on peut le considérer plutôt comme son accomplissement conséquent.*⁵

Cette constatation de L. Szamuely concernant la conception économique de Lénine sur le rapport entre le communisme de guerre et la NEP, ainsi que la conclusion tirée de ce rapport qui élucide la question à savoir pourquoi «l'interprétation officielle ultérieure» donnant le jugement du communisme de guerre n'a pas dépassé les premières opinions léninistes, nous sont fondamentalement importants à partir des années '30' au cours de l'appréciation des opinions concernant le plan de coopérative. Si l'on suppose qu'il y a un rapport organique entre les premières opinions léninistes sur le communisme de guerre et la NEP et les présomptions économiques de 1919, on doit qualifier d'identiques les principes économiques-politiques fondamentaux d'où il résulte que les questions de la réorganisation de l'agriculture reçoivent une élucidation extrêmement disparate. Le rapport de marchandises entre l'industrie et l'agriculture comme la garantie de la socialisation de l'agriculture peut être remplacé comme il a été remplacé à partir des années '30' par la lutte de classe révolutionnaire et les bases économiques de la réorganisation peuvent être remplacées par celles politiques.

2. Le motif du passage à la NEP reçoit une autre élucidation à partir de l'automne de 1921. Maintenant Lénine n'a plus parlé simplement de ce qu'en vu de consolider l'alliance ouvrière-paysanne il fallait faire une «concession» au producteur privé, mais il a dit qu'il fallait rejeter la théorie de l'édification socialiste avérée erronée. Cette théorie voulait dire que l'État prolétarien était en mesure d'organiser la production basée sur les principes communistes au moyen des ordres de mot directs en s'appuyant sur l'enthousiasme pur et en négligeant l'intéressement des foules travailleuses. Par conséquent on a vu formuler les principes de base de gestion sur lesquels était basée la nouvelle politique d'économie: l'intéressement personnel, le compte économique autonome, l'utilisation des rapports de marchandises et d'argent dans l'édification du socialisme.⁶ Ainsi Lénine a révisé le dogme de l'incompatibilité de la production de marchandises et de l'édification du socialisme en soulignant en termes énergiques que dans un *pays de petite paysannerie* où l'économie a plusieurs secteurs les *rapports de marchandises, le commerce constituent l'unique lien possible entre la grande industrie socialiste et les dizaines de millions de cultivateurs*⁷.

Au XI-ème Congrès du Parti en mars 1922 Lénine a nommée noyau de la nouvelle politique d'économie, *substance de la politique de parti* la compétition économique qu'il fallait poursuivre sur les marchés intérieur et international avec le capital privé en la considérant comme «examen sérieux», «preuve» «lutte finale» dont dépendait le destin du socialisme. La voie la plus sûre de la victoire du socialisme est celle où ces entreprises socialistes battent le capitalisme avec sa propre arme, la compétition économique, sur sa sphère d'activité, le marché, et le rendent inutile.⁸ *Lénine a lié de façon étroite la question «qui vainc qui» avec l'ac-*

quisition du marché, c'est-à-dire il a mis la lutte de classe sur le domaine de la compétition économique.

La question à savoir s'impose si Lénine a supposé l'utilisation des rapports de marchandises et d'argent, l'échange de marchandises (il ne s'agit pas de l'échange de produits), le rejet du monopole de la réglementation étatique seulement pendant la période transitoire — au temps de l'existence de la propriété privée et de l'économie à plusieurs secteurs — ou bien s'il l'a considéré comme valable même dans la pratique du socialisme développé? A cette question — qui est étroitement liée à l'appréciation de la propriété coopérative — la théorie d'économie politique a donné de différentes réponses relatives aux différentes périodes de l'évolution du socialisme. Au cours des années '20' le maintien des rapports de marchandises et d'argent étaient liés à la période transitoire et à l'existence de plusieurs secteurs. Cette opinion était générale non seulement dans la théorie d'économie politique, mais dans la science juridique aussi. Au cours des années '20' la théorie concernant l'articulation de la notion du droit et du système juridique s'y est attachée. A partir de l'introduction du système économique de la directive de plan directe à la suite de l'enlacement du communisme de guerre et de la théorie économique de la NEP ont été mises au premier plan les opinions léninistes nées au temps du communisme de guerre, surtout celles qui étaient consacrées au monopole de la réglementation étatique excluant le marché, à l'échange de produits naturels et au rapport entre la réorganisation de l'agriculture et la lutte de classe politique acharnée. Au cours de la critique sur le mécanisme économique direct à partir de la fin des années '60' les principes léninistes concernant la NEP ont été réappréciés de telle façon qu'ils ont servi de base des systèmes de planification socialiste employant les méthodes de l'économie du marché et fondés sur le principe de stimulation matérielle. L'interprétation des littéraires économique et juridique des années '20' — selon laquelle les rapports de marchandises se lient à la subsistance de la propriété privée et à celle de plusieurs secteurs — se trouve le plus proche des idées de Lénine. Mais avant d'en parler nous jetons un coup d'œil à l'opinion de Lénine sur le rapport entre la coopérative et la NEP.

II. Dans quelle mesure la notion, la fonction de la coopérative, la propriété coopérative dépendent des principes de base de gestion générale de l'économie socialiste, tout cela est prouvé par l'influence qu'exerce le passage à la NEP sur la question coopérative.

1. En vue de transformer les «coopératives» adaptés aux principes économiques du communisme de guerre le X-ème Congrès a fait les premiers pas⁹. Sur la proposition de Lénine le Congrès a pris la décision «sur les coopératives» en indiquant qu'il fallait modifier les principes relatifs au travail des organisations coopératives. Comme la décision prise par le IX-ème Congrès du Parti a soumis la fonction des coopératives à la livraison obligatoire de tout l'excédent des produits, le Congrès a chargé le Comité Central d'élaborer et de faire entrer en vigueur des ordonnances qui développaient l'organisation et l'activité des coopératives en

s'adaptant au remplacement de la livraison obligatoire de tout l'excédent des produits par l'impôt en nature¹⁰.

Que la NEP a essentiellement touché le jugement formé lors du communisme de guerre au sujet «des coopératives, tout cela est prouvé par la lettre de Krijanovsky adressée à Lénine dans laquelle il a proposé que le Comité de Planification d'État participe à l'élaboration des questions concernant l'impôt sur les produits et les coopératives. «Nous sommes tous d'avis — a écrit Krijanovsky — que la question portant sur les formes de l'impôt sur les produits et sur son rapport avec les coopératives est une question décisive. Par conséquent il est extrêmement important d'élaborer même au prix d'un certain retard tout ce problème¹¹ Quand en avril 1921 la commission du CC a discuté du projet d'ordonnance sur les coopératives de consommation, elle a précisé que le remplacement de la livraison obligatoire de l'excédent de tous les produits par l'impôt en nature changeait en général de façon radicale le rôle et l'importance des coopératives et surtout ceux des coopératives de consommation. Mais on n'a pas encore vu assez clairement dans quelle direction va ce changement.

L'élaboration du rapport entre les coopératives et la NEP, la détermination de la notion et de la fonction des coopératives se rattachent au nom de Lénine.

2. L'intensification de l'intéressement matériel et de la productivité des exploitations paysannes a travers l'épanouissement des rapports de marchandises et d'argent a logiquement mis au premier plan les coopératives de transport, de vente et d'achat des producteurs privés et les coopératives appuyant et organisant l'activité productrice des petits producteurs. *La coopérative a donc repris sa notion «originale».* Ses caractéristiques sont de nouveau l'activité économique autonome, l'intéressement matériel des membres, le système de participation aux bénéfices, l'intéressement commercial¹² Les coopératives d'achat, de vente et de production des petits producteurs différaient, du point de vue de leur contenu en raison de la double fonction pesant sur elles, selon la constatation de Lénine, des coopératives capitalistes accomplissant une activité économique semblable. Par delà que ces coopératives favorisent l'intéressement matériel des membres tant dans le domaine de l'achat que dans celui de la production, elles assurent un moyen fondamental pour l'État prolétaire qui lui permet de ramener l'anarchie de production engendrant le capitalisme et la spontanéité du marché sur le plan capitaliste d'État le contrôle et la direction étatiques. En plus elles signifient une transition dans le processus de la transformation de l'agriculture en grande usine.¹³

Mais à la suite de l'introduction de la NEP après le commencement de l'échange de marchandises on n'a pas vu l'organisation proportionnelle des coopératives d'achat et de production des petits producteurs. Cela est dû d'une part au fait qu'une petite partie des exploitations paysanne a seulement atteint le niveau des producteurs des marchandises et d'autre part au fait que l'industrie détruite au cours de la guerre civile n'était pas en mesure de livrer des articles industriels à l'agriculture.

Toutefois les facteurs subjectifs ont également empêché d'organiser les coopératives d'achat, de vente et de production des petits producteurs. Plusieurs organisations d'État et locales ont étendu leur aversion concernant les principes de la nouvelle politique économique aux coopératives aussi. En les considérant comme organisations capitalistes elles ont rendu difficile leur organisation ou elles n'ont pas soutenu les coopératives déjà subsistantes.¹⁴

C'est contre la dépréciation théorique et pratique que Lénine est intervenu dans son article «Sur les coopératives» où il a de nouveau attiré l'attention sur la nécessité du développement des coopératives et sur le fait que la coopérative est «une entreprise socialiste dans le socialisme» et que cela signifie le moyen le plus compréhensible aux paysans pour le passage au nouvel ordre.

On peut se demander quel est le caractère des organisations économiques que Lénine a entendues par la notion «de la coopérative». Il met à la notion des coopératives les coopératives de consommation protégées uniquement au cours de la NEP et les coopératives d'achat, de vente et de production des petits producteurs ou bien les rapports de marchandises et d'argent, l'intéressement matériel, les communes excluant la propre propriété et d'autres associations collectives nées au temps du communisme de guerre. Dans les œuvres postérieures au passage à la NEP il n'y a pas d'allusions spéciales au kolkhoz, mais malgré cela même les associations agraires produisant de façon collective étaient comprises dans la notion de la coopérative déterminée par les décisions de parti et les normes de droit. Malgré la création de la notion commune le droit a délimité du point de vue des règles de la gestion et de la détermination du caractère de la propriété «les coopératives traditionnelles» et les kolkhoses.

Il est à noter que a entendu malgré l'opinion publique politique la notion commune de la coopérative et la réglementation juridique par la coopérative «des coopératives traditionnelles» et que ces coopératives ont constitué le centre de la politique de parti, ainsi que celui de la théorie économique et de la réglementation juridique.

III. Au-dessous nous ferons connaître les discussions au sujet de l'économie politique qui se sont déroulées au cours des années '20' en ce qui concernait l'utilisation de la coopérative dans l'édification du socialisme.¹⁵

Les décisions prises à la XIV-ème conférence du Parti communiste (bolchévik) de Russie en faveur du développement des forces de production agricole ont favorisé en large mesure le développement des coopératives des petits producteurs.

A partir de la thèse léniniste — selon laquelle «l'Union Soviétique a tout ce qui est nécessaire à l'édification entière de la société socialiste» — la conférence a déterminé le ligne directrice du développement de politique économique avec le contenu suivant:

a) En vue du développement rapide des forces productrices, de la cessation de la collision d'intérêts entre le prolétariat et la paysannerie

il faut rendre libre selon les possibilités le trafic économique dans tous les domaines de l'économie surtout dans les villages.

b) En vue de développer vite les forces de production agricoles le bail rural à courte échéance et la possibilité de l'utilisation du travail salarié sont permis.

Le développement des forces de production dans les conditions où les rapports de marchandises et d'argent continuent à se développer sur la base de la petite production de marchandises et les éléments socialistes de l'économie accroissent, favorise l'augmentation du capital privé. que économique la lutte entre les éléments capitalistes et socialistes.

d) Voici le leitmotiv qui détermine l'attitude politique de l'État prolétarien à l'égard des diverses couches de la paysannerie: l'organisation politique de la paysannerie pauvre, son élévation au niveau de la paysannerie moyenne avec l'appui économique, financier, l'obtention de la sympathie de la paysannerie moyenne avec des moyens économiques, L'État qui est tenu d'en tenir compte doit mener sur le plan de la polisation la restriction économique et l'isolement politique des koulaks.

Bien que la décision prévoie à l'égard des différentes couches de la paysannerie la prise de différentes mesures de politique économique, *la prétention formulée à l'égard de toutes les couches de la paysannerie, ainsi à l'égard des koulaks aussi, se maintient en prévoyant qu'ils s'unissent dans des coopératives des producteurs de marchandises privés* (coopératives de transport, puis coopératives de production agricole des producteurs privés).

La concentration de toute la paysannerie dans les coopératives des producteurs privés s'explique par la facilitation de la direction, du contrôle d'État de l'exploitation privée fonctionnant sur la base des rapports de marchandises et d'argent et par l'influence des rapports de production dans la tendance socialiste sur la base des rapports économiques à créer avec l'industrie socialiste.¹⁶

Par conséquent la conférence de parti a indiqué comme voie principale la concentration des petits producteurs dans la sphère de transport pour que l'État prolétarien puisse mieux contrôler et réglementer de cette façon les processus économiques du village.

2. Les décisions de parti prises en faveur du développement de l'économie sont passées au centre «de la nouvelle gauche» et le XIV^{ème} Congrès (en décembre 1925) a vu éclater une discussion vive sur la ligne directrice du développement de l'économie soviétique, sur l'interprétation de la NEP, sur les questions du capital étatique. Toutes ces questions ont influé sur le jugement du rapport entre la coopérative et le socialisme.¹⁷

Selon la nouvelle opposition «la NEP est un capitalisme que l'État prolétarien tient en bride»¹⁸ L'industrie est monopoliste car le rapport de l'économie des petits producteurs dominant dans l'agriculture avec l'industrie au moyen des méthodes économiques monopolistes se réalise à travers le système monétaire et le commerce contrôlés par l'État. Les exploitations koulakes et à moitié koulakes se développent plus rapide-

ment que l'industrie car le niveau de développement donné des forces productrices assure une plus grande possibilité aux exploitations d'élargir la production. Voici l'opinion de l'opposition de la gauche concernant les coopératives. Le fait que la coopérative peut subsister même dans un système capitaliste prouve que la coopérative ne contient en elle-même aucun effet actif sur la transformation socialiste des rapports de production. A condition de devenir la chaîne de l'État prolétarien, la coopérative peut jouer un rôle actif dans l'édification socialiste. Si le secteur étatique se développe rapidement, la coopérative se développe également rapidement. Comme le secteur étatique est faible, il n'est pas en mesure d'imposer aux coopératives la direction de l'évolution socialiste, en plus le caractère capitaliste des coopératives des petits producteurs exerce son effet sur l'industrie¹⁹.

La position prise par la nouvelle opposition au sujet de la lutte de classe menée contre les diverses couches de l'exploitation paysanne résulte logiquement du jugement relatif aux coopératives.

En dehors du développement lent de l'industrie étatique sur la base des petits producteurs, outre l'extension des rapports argent-marché on voit que la couche supérieure des koulaks et la paysannerie pauvre se forment en masse de la couche de paysannerie moyenne. Ce processus renforce le caractère capitaliste de l'économie en déterminant aussi le caractère politique du pouvoir. La nouvelle opposition était d'avis que le renforcement de l'industrie lourde socialiste était l'unique moyen possible de l'évolution socialiste sur la voie de l'imposition intense des exploitations paysannes et de l'élargissement intense des ciseaux des prix des produits agricoles et industriels. Cette politique économique avait pour conséquence la position prise au sujet de la lutte de classe: la liquidation des éléments koulaks avec des moyens politiques administratifs, la neutralisation de la paysannerie moyenne, l'appui sur la paysannerie pauvre, l'organisation politique de celle-ci.

C'est en s'appuyant sur les oeuvres de Lénine que la nouvelle opposition a motivé son opinion relative aux problèmes fondamentaux de l'édification socialiste et en se référant à Lénine qu'elle a essayé de la défendre. On a relevé surtout les oeuvres de Lénine qui étaient nées pendant la première période du passage à la NEP et qui avaient considéré la NEP comme concession faite aux petits producteurs, comme un recul provisoire par rapport aux véritables principes communistes formés dans le communisme de guerre²⁰. C'est dans sa théorie concernant «les deux régulateurs» que Preobrajensky a exposé la projection économique des conclusions politiques considérant la NEP comme «un recul provisoire». Selon cette théorie de différentes lois économiques se font valoir dans les deux secteurs de l'économie de l'époque transitoire. Les catégories de l'économie capitaliste caractérisent le secteur non capitaliste (y rentrent les petits producteurs, les coopératives de ceux-ci et les petites usines capitalistes subsistant encore pendant la première phase de la NEP) et ce secteur est caractérisé par la loi de la valeur. Quant au secteur socialiste rentrent les usines nationalisées et les kolkhoses²¹, «la loi de la

valeur prévaut qui exclut toutes les catégories de l'économie marchande. En vue de créer la base technique matérielle de la grande industrie socialiste l'État doit abolir les rapports marchandises-argent entre l'agriculture et l'industrie²². *Par conséquent le but de la planification pendant la période de transition est décisivement de retirer maximalelement le sur-valeur crée dans l'agriculteur de restreindre l'effet de la loi de la valeur en vue de la réalisation de l'échange non équivalent*²³.

Cette conception qui ne tient pas compatibles la loi de la valeur, les rapports de marchandises et le plan dans le socialisme ainsi que dans l'économie de transition, *exclut la notion de la coopérative d'après laquelle celle-ci est une organisation économique entrelacée avec les rapports marchandises-argent séparés sur la base de la propriété autonome dans la division du travail*.

L'idée que Boukharine avait exposé dans sa théorie sur la coopérative et sur le régulateur de l'économie nationale en rapport avec la coopérative était contraire à la théorie de Preobrajensky. Boukharine qui entre 1923 et 1927 avait représenté la ligne officielle de la direction de parti de ce temps-la²⁴, a entendu développer sous une forme populaire les directives léninistes sur le rapport entre la coopérative et la NEP. Quant aux pensées léninistes sur les coopératives Boukharine a essayé de les tracer non seulement dans son oeuvre «La voie au socialisme», mais cette question est abordée entre autres par l'essentiel de son discours et de son article «O novoi ekonomitcheskoi politike i nachikh zadatchakh»²⁵ commentant les décisions de la conférence de parti visant à étendre la NEP et par sa théorie relative au régulateur d'économie populaire, «la théorie de l'équilibre» et par la conception «de la loi sur les dépenses proportionnelles du travail»²⁶.

Dans son livre intitulé «La voie au socialisme et l'alliance ouvrière-paysanne» Boukharine a essayé de tracer en détails la voie menant au socialisme en prenant en considération particulière le rôle des coopératives dans le processus de l'évolution socialiste. La thèse dont il départ est la constatation selon laquelle l'agriculture est à la base de l'évolution de l'économie nationale dont dépend aussi l'évolution de l'industrie vu que celle-ci produit en grande mesure pour la satisfaction des besoins de la paysannerie. L'augmentation de la capacité de production de l'industrie dépend donc directement de l'évolution des exploitations paysannes. En vue de coordonner l'agriculture et l'industrie il faut insérer les exploitations paysannes individuelles au réseau des coopératives d'achat, de vente et de crédit et les soumettre comme premier pas à la gestion planifiée dans le domaine des transports. Les coopératives d'achat, de vente et de crédit liés de plus en plus étroitement aux organisations économiques de l'État prolétarien introduisent graduellement sous l'effet du progrès des forces productrices les différentes formes de l'économie collective. Ce processus commence par l'élaboration des produits agricoles et s'étend graduellement aux producteurs occupés dans l'agriculture aussi. Le passage à l'électrification constitue la phase finale. Le système de plus en plus organisé des exploitations paysannes se déve-

loppe de cette façon... Les exploitations paysannes changent graduellement leur caractère, s'entrelacent et se joignent à l'industrie urbaine avec laquelle elles constituent un tout encore plus puissant. Et cette chaîne économique où chaque membre est organisé est conforme à la quintessence de la chose est justement le socialisme²⁷.

Selon cette conception il faut commencer par créer les coopératives de transport sous l'effet du développement des forces productrices la transformation socialiste des rapports de production de l'agriculture. D'après cette conception le principe de la gradation veut dire que les exploitations paysannes doivent d'abord passer par la voie de la coopération commerciale au niveau inférieur à travers laquelle elles deviennent grandes usines socialistes se livrant à l'économie collective.²⁸

Boukharine suppose que le mouvement de coopération agricole se développe pendant la lutte de classe. Il voit par exemple la manifestation de l'arrière-fond du mouvement coopératif dans le fait que les différentes couches paysannes construisent de différentes formes coopératives en luttant les unes contre les autres en vue d'étendre leur influence économique. Boukharine est d'avis que la lutte s'épanouit entre les organisations intercoopératives, ainsi qu'au sein des diverses coopératives. Voic-comment il imagine la pondération des contradictions sociales et la cessation de la lutte les paysans pauvres et moyens atteignent au moyen des spéciales subventions économiques à travers les coopératives le niveau de vie de la paysannerie riche. Il tire la conclusion que la plupart des coopératives agricoles soviétiques se composeront des coopératives des paysans travailleurs qui s'intégreront à l'organisation étatique et ainsi elles feront partie de l'économie socialiste intégrale. En outre les coopératives des paysans riches²⁹ s'intégreront aussi à ce système bien que celles-ci restent encore corps étrangers dans ce système.

L'opinion de Boukharine³⁰ sur la lutte de classe a entraîné «l'attaque de la gauche nouvelle», puis en raison de ses idées concernant la lutte de classe Boukharine s'est mis en opposition à partir de 1928 avec la ligne officielle du Comité Central. L'autre noyau de Boukharine mis en cause par la gauche nouvelle était l'idée selon laquelle les coopératives de transport et les coopératives de production agricole des petits producteurs «S'intègrent» au socialisme. Cette théorie était à partir de 1928 entre les deux feus de la critique comme la théorie «de l'automatisme» des déviationnistes de droite.

Quant à la naissance de la théorie concernant «l'intégration» des exploitations paysannes et des coopératives au socialisme (théorie nommée plus tard «automatisme») il est nécessaire de connaître la lutte théorique commencée au sein du parti entre «la gauche nouvelle» et la ligne officielle du Comité Central au sujet de la possibilité de l'édification du socialisme. La discussion s'est envenimée dans le jugement du caractère de l'économie. La gauche nouvelle a qualifié l'économie soviétique de monopolcapitalisme. Cette idée a été exposée dans la brochure de G. E. Zinoviev intitulée «Lénine sur le monopolcapitalisme». Il part de l'article de Lénine sur «L'impôt sur les produits» et essaie de prouver que

Lénine a considéré le monopolcapitalisme comme un système économique en indiquant que les rapports d'argent de la marchandise et la réalisation de la loi de la valeur sont ses traits caractéristiques. C'est l'idée sur laquelle s'est appuyé Preobrajensky au cours de l'élaboration de sa théorie sur «l'accumulation originaire socialiste».

Dans plusieurs de ses articles, entre autres dans son discours sur «la nouvelle politique économique et nos tâches» Boukharine a tiré la conclusion que Lénine avait élaboré deux plans stratégiques concernant l'édification du socialisme. Le premier remonte au passage à la NEP en 1921, l'autre a été élaboré en 1923. En 1921 en raison de l'état rudimentaire de la grande industrie d'État, du système bancaire etc. Lénine a considéré l'industrie comme monopolcapitaliste, par conséquent il l'a qualifiée de monopolcapitaliste³¹. Mais entre 1921 et 1923 il y avait une série d'événements qui ont ouvert à Lénine une nouvelle perspective. Pendant les deux premières années de la NEP les sommets de commandement économique (la grande industrie d'État, le système bancaire, le commerce extérieur, le transport etc.) entre les mains de l'État soviétique se sont renforcés et avec ensemble ce renforcement les forces de classe se sont regroupées, puis en raison du refus du capital étranger les concessions ne se sont pas répandues³².

Dans cette situation Lénine était d'avis que l'industrie était susceptible d'influencer l'agriculture à petite production marchande et les coopératives. Par conséquent en 1923 Lénine a estimé que les coopératives avaient le caractère socialiste d'où résultait la thèse que vu le caractère social des coopératives d'achat, de vente fonctionnant lors de la dictature du prolétariat et les coopératives de production des petits producteurs sont capables d'intégrer l'agriculture à petite production marchande au système des rapports de production socialiste³³.

Les idées de Boukharine concernant la nature socio-économique des coopératives (ayant constitué de 1924 à 1927 les bases de la politique économique pratique du Comité Central fonctionnant en guise de théorie léniniste «sur la nature socio-économique de la coopérative» jusqu'à fin des années '60')³⁴ étaient en rapport logique avec la conception de Boukharine concernant «la loi régulatrice de l'économie nationale». Boukharine est persuadé que soi la disant loi «sur les affections proportionnelles du travail» — qui est la conséquence logique du rapport économique entre l'industrie et l'agriculture se réalisant de 1923 à 1927 et employé dans la pratique — est la loi régulatrice de l'économie socialiste. Boukharine part du fait que le contenu de la loi sur les affections proportionnelles du travail est identique dans chaque mode de production, on ne voit que le changement de la forme de son apparition. Dans la société à production marchande cette loi se réalise à travers l'échange de marchandises effectué entre les producteurs isolés les uns des autres et se présente sous la forme de la loi de la valeur. Grâce à la loi de la valeur un équilibre naît entre les différentes branches de production. Cependant la réglementation des affections de travail dispersées se réalise comme réaction à la violation permanente de la loi. Boukharine est d'avis que

dans l'économie de transition menant au socialisme la loi de la valeur se transforme graduellement en la loi sur l'affection de travail proportionnelle. Bien que la forme de la valeur soit contraire au caractère des rapports de production socialiste, le contenu y exprimé ne l'est pas, ce qui signifie que les diverses branches de l'économie nationale doivent accéder au moyen de leurs affections de travail à un revenu proportionnel. Conformément à la conception de Boukharine la victoire de la planification socialiste signifie que l'on voit disparaître les catégories de valeur, la loi de la valeur alors que la loi sur les affections de travail proportionnelles erste en vigueur.³⁵

En conclusion on peut établir que les économistes des années '20' étaient d'accord qu'après la disparition du système de l'économie soviétique à plusieurs secteurs, c'est-à-dire à la suite de la transformation des coopératives des petits producteurs en organisation économique de grande usine l'échange de marchandises et les catégories des valeurs vont disparaître et l'économie planifiée doit éliminer les rapports de marchandises. Le plan et la loi de la valeur ont donc posé l'alternative du socialisme et du capitalisme. La différence des opinions exprimées au sein du parti s'est manifestée dans la manière avec laquelle on a interprété l'élimination des rapports de marchandises et l'introduction de l'économie planifiée. Alors que «la tendance gauchiste» a proposé l'introduction immédiate de l'économie planifiée et a pensé procurer les moyens matériels nécessaires à la création de la grande industrie à travers l'échange de produits inégal fixé au cours de l'économie planifiée et formé au détriment de l'agriculture, l'opinion représentant entre 1924 et 1927 la position officielle et devenu dès 1928 tendance de droite a voulu effectuer l'abolition des catégories de valeur entre l'industrie et l'agriculture à travers l'échange de marchandises soumis à la planification organisée au moyen des coopératives de production agricole et formée dans l'industrie³⁶. *Du point de vue des coopératives tout cela veut dire que la notion de la coopérative déterminée à travers le rapport de marchandises doit disparaître quand la petite production marchande est socialisée et que la planification devient générale.*

A côté des deux conceptions contraires l'une à l'autre subsistant au sein du parti sur le jugement concernant les coopératives il y avait des avis professés par les soi-disant spécialistes *des coopératives de petite bourgeoisie* qui en mettant l'accent sur l'aspect de l'échange de marchandises de la NEP, ont destiné aux coopératives de transport et aux coopératives de petite production marchande non seulement un rôle de transition, mais ils les ont considérées comme une forme définitive des coopératives des petits producteurs agricoles³⁷. Ces avis ont été déjà soumis à une critique sérieuse lors de leur naissance.

L'incompatibilité de la notion du rapport de marchandises et de l'économie socialiste socialisée, ainsi que de la notion des coopératives-caractérisées par le rapport de marchandises s'est manifesté plus fortement dans les discussions scientifiques poursuivies dans les années '20, autour de la notion de droit, de la réglementation juridique et à ce propos

de la réglementation juridique de l'économie et indirectement autour de la notion de la propriété et du droit de propriété.

IV. Avant de présenter les avis relatifs à la réglementation juridique de l'économie, à la notion du droit nous passerons en revue la réglementation juridique des coopératives pendant la période allant de 1921 à 1930. Si l'on jette un regard sur les règles d'organisation et de fonctionnement en les confrontant avec l'avis dominant et coïncidant avec la ligne officielle du parti formé au sujet des perspectives de l'évolution économo-politique de l'époque de transition et entre autres au sujet du contenu socialiste socio-économique des coopératives et en prenant en considération que les rapports économiques embrassés par les coopératives doivent leur organisation aux rapports de marchandises, aux mécanismes du marché, on peut comprendre pourquoi la part prépondérante des savants de droit communiste a refusé la notion normative du droit et pourquoi ils ont assimilé le droit aux rapports sociaux de production ou aux rapports de droit exprimant les rapports socio-économiques.

1. Le Code civil de 1922 (CC) a considéré la coopérative comme une personne morale fonctionnant sous son nom créé par un nombre indéterminé de personnes sur la base de la libre adhésion au moyen de l'union personnelle et patrimoniale qui a pour but de renforcer dans les domaines de la consommation, de l'achat et de la production l'économie de ses membres reposant sur leur propre travail,³⁸ et de déployer une activité culturelle dans le domaine de l'éducation. L'article 52 du CC a considéré la propriété coopérative à côté des propriétés d'Etat et privée comme une propriété autonome en énonçant que «tous les biens qu'une personne privée peut se procurer en propriété peuvent rester dans la possession des organisations coopératives fonctionnant sur la base de la loi.» Ainsi indépendamment du nombre des ouvriers occupés à l'usine même les usines industrielles ont pu constituer dans les cadres des règles relatives aux diverses sortes des coopératives la propriété de la coopérative. Ensuite le CC a précisé qu'il fallait rendre à la propriété des coopératives tous les biens que l'on avait pris pendant le communisme de guerre aux coopératives à titre de nationalisation³⁹. Il est à noter qu'à la sphère des personnes morales coopératives participant à l'échange appartenaient conformément au CC les coopérations d'achat, de vente et de production des petits producteurs d'agriculture et d'industrie. Les règles de droit concernant ces coopératives, leurs centres et leurs associations doivent leur naissance au CC, alors que les coopératives ont constitué les sujets⁴⁰ des rapports juridiques déterminés sur la base du CC, les sujets «des rapports de trafic» du droit civil, les kolhoses à la sphère de notion desquels rentraient les communes, les artels et les associations créées en vue de cultiver en commun les terres, appartenaient à la sphère de réglementation de la loi sur les terres (LT)⁴¹. Le renvoi de la réglementation des coopératives aux cadres du CC, d'une part, et aux cadres de la LT, d'autre part, aura une importance déterminante pour la division des coopératives de consommation et d'industrie nommées globalement «coopé-

ratives» mais vu leurs règles de gestion au «caractère industriel» et des kolkhoses «au caractère agricole» en branches.

On se demande pourquoi la LT a réglementé les kolkhoses au lieu du CC? Le CC qui a embrassé les rapports «du trafic» lesquels sont nés entre les sujets de droit sur la base de la loi de la valeur et des rapports de marchandises, sur la base de des règles l'équivalence et des rapports de marchandise selon le «principe de l'équivalence»⁴² et ils ont compris même les rapports de droit des trusts existant entre les uns et les autres, vu que la planification centrale au sein de la propriété d'État ne s'est présentée comme principe à suivre que dans les années '20'. A la question pourquoi les kolkhoses n'appartenaient pas aux cadres du CC réglementant les rapports de marchandises et pourquoi ils appartenaient au droit agraire les représentant comme institution centrale de la propriété terrienne d'État — droit agraire réglementant la gestion des terres à destination de subordination et de surordination entre l'État comme propriétaire et les sujets de droit utilisant les terres et les rapports d'utilisation des terres ne comprenant pas les rapports de marchandises, on peut répondre en partant de l'ordre de gestion effectif des kolkhoses.

Les trois formes des kolkhoses que nous venons déjà d'indiquer doivent leur naissance à l'ordonnance du 14 février 1919 sur «l'arrangement socialiste des terres»⁴³. Leurs membres sont sortis des paysans pauvres ne disposant pas de moyens de production, paysans qui se livraient à la gestion patriarcale, naturelle faute de connaissances concernant la production des marchandises, paysans poursuivant la production commune avec des moyens de productions des anciens propriétaires terriens reçus des organes chargés de la gestion des terres⁴⁴. Bien que les décisions du parti et les règles de droit aient étendu la notion de la coopérative aux kolkhoses aussi, l'activité de gestion naturelle n'a pas permis aux kolkhoses de se présenter réglementés sur la base du CC. Par contre tant la réglementation juridique que la théorie de la science de droit a considéré comme rapports de marchandises organisés sur la base du CC les rapports extérieurs économiques des trusts d'État poursuivis entre eux, avec les coopératives ou des entreprises privées. Sa cause était non seulement due au fait que les rapports économiques extérieurs étaient en effet déterminés par les rapports de marchandises, mais au fait que les trusts et les entreprises coopératives «traditionnelles» réglementés par le CC disposaient à l'intérieur du règlement de compte autonome des bases économiques, de la base matérielle technique que les entreprises et les coopératives «traditionnelles» avaient continué à maintenir dans leurs relations intérieures, en plus ils avaient continué à perfectionner les catégories du règlement financier même lorsqu'à partir des années '30' on l'a théoriquement nié.

Ainsi les kolkhoses à la différence des coopératives ne disposaient pas de capacité juridique dans le domaine du droit civil, c'est-à-dire de la capacité juridique concernant la transformation en propriétaire de marchandises et la participation à titre de sujet dans l'échange de mar-

chandises, mais *ils disposaient de capacité terrienne dans le domaine du droit agraire*, ce qui signifiait le droit de l'utilisation des terres sur la base du propre travail⁴⁵.

La délimitation des coopératives des petits cultivateurs d'industrie et d'agriculture, ainsi que des coopératives de consommation, d'achat, de vente classées dans la notion des coopératives et des kolkhoses sur la base de leur contenu économique se présente encore plus plastiquement dans les thèses de la jurisprudence. Mais cette question nous conduit aux thèses concernant la réglementation de droit économique, aux thèses relatives à la notion du droit et à travers elles au jugement de la notion de la propriété coopérative.

V. C'est sur la base de la notion de droit que la littérature juridique apprécie les thèses des années '20' sur l'économie. Ce mode de rapprochement estompe à notre avis l'identité de vues partant de la différence subsistant dans la notion du droit qui se présente dans le fait que tous les auteurs repoussant la notion de droit normatif occupaient de 1921 à 1928 une plate-forme identique dans les domaines de la théorie d'économie politique et de la politique. Cela veut dire que les auteurs professant une différente notion de droit ont épousé à l'unanimité une opinion de théorie d'économie politique et de politique économique tenue par entre 1924 et 1928 la *position officielle du parti* comme régularités générales de l'économie de transition. Les rapports de marchandises et la loi de la valeur ont été considérés comme régularité du capitalisme et on était convaincu que celui-ci pouvait être maintenu au temps de la subsistance de l'économie à plusieurs secteurs et du celle du capitalisme privé. La socialisation de la propriété privée et l'économie planifiée, la disparition de l'économie planifiée et des rapports de valeur se sont présentées comme un lien logique inséparable. En ce qui concerne le jugement chronologique de la socialisation de la propriété privée, c'est-à-dire le jugement chronologique de l'évincement par le plan des rapports de valeur, en ce qui concerne la détermination du *rythme* on s'est basé sur la politique du parti adoptée officielle de 1924 à 1928. On a tenu compte de la longue perspective de l'évincement de l'économie agricole privée par la loi de la valeur et au moyen de la gestion sociale. Les solutions juridiques «à deux secteurs» généralement admises pendant les années '20' l'indiquent. Conformément à la conception de théorie économique indiquée l'*équivalence* est le principe de base de la *réglementation juridique de l'économie*. Tant Pasoukanis que Stoutchka se sont opposés à Probrajensky qui a considéré l'économie de transition soviétique menant à l'édification du socialisme comme la période «de l'accumulation socialiste originale» et ne pouvait imaginer l'édification de la grande industrie sans «l'exploitation» de l'agriculture. C'est dans l'*équivalence* que Stoutchka a indiqué dans sa conception écono-mo-juridique «sur les deux secteurs» sur la base de l'appréciation de Marx sur l'économie de transition le principe «légitime» de la réglementation juridique de l'économie. Malgré la source mentionnée Stoutchka est violemment attaqué et considéré comme boukhariniste dès 1929.

Les partisans de la réglementation à deux secteurs ayant constitué la tendance dominante de la jurisprudence socialiste des années '20' sans considérer qu'ils étaient d'avis que le plan et le droit étaient des notions excluant les unes les autres mais supposant les unes les autres, ils *sont convenus que la propriété sociale socialiste et les rapports de marchandises étaient incompatibles*, ce qui signifie du point de vue de la propriété coopérative que la disparition de la propriété privée et la socialisation de l'agriculture vont de pair avec l'élimination des rapports de marchandises, avec l'abolition des intérêts économiques séparés, c'est-à-dire les formes collectives de l'agriculture, les kolkhoses, les communes ne considèrent pas comme principe de fonctionnement les rapports de marchandises et d'argent. Quant à l'identification de la coopérative, à l'élimination de la propriété coopérative suivant la socialisation de l'agriculture, Stouthka les précise sans équivoque, bien que tous les partisans de l'économie à deux secteurs partagent cette opinion.

Une conception contraire à la conception que nous venons de faire connaître se présentent dans les conceptions «des savants de droit de petite bourgeoisie» admettant la notion de droit normative. En mettant l'accent sur l'aspect d'économie privée de la NEP, aux processus économiques effectifs et pas aux perspectives de l'évolution économique, aux normes de droit en vigueur, ni aux formes de réglementation faisant présenter les perspectives de l'évolution économique, ces conceptions ne dépassent pas l'analyse normative des normes de droit relatives aux coopératives, par conséquent ils ne disent rien du contenu économique des coopératives pendant la période de transition, de leurs processus de développement perspectivique.

NOTES

¹ V. László SZAMUELY: Az első szocialista gazdasági mechanizmusok. (Les premiers mécanismes économiques socialistes). Közgazdasági és Jogi Kiadó Budapest 1971.

² Oeuvres de Lénine, t. XXXII, p. 222.

³ V. ibidem p. 304.

⁴ «Si notre État un État où la grande industrie prévaut ou bien, disons qu'elle ne prévaut pas, mais elle est très développée et la production de grande usine est aussi très développée dans l'agriculture, le passage direct au communisme serait possible», Oeuvres de Lénine t. XXII, p. 243. Oeuvres de Lénine, t. XXII p. 243.

⁵ V. Szamueli: Az első szocialista gazdasági mechanizmusok... p. 145.

⁶ «Nous qui avons été élevés si haut par l'onde de l'enthousiasme... nous avons pris en considération que nous pouvons réaliser directement en raison de l'enthousiasme les grandes tâches économiques qui étaient si grandes que les tâches politiques et militaires générales. Nous avons pris en considération — ou peut-être plus précisément nous avons supposé sans calcul suffisant que nous pouvons organiser au moyen du mot d'ordre direct de l'État prolétarien dans notre pays la production étatique et la division des produits étatiques sur la base des principes communistes. La vie a prouvé que nous étions trompés... nous ne devons pas appuyer directement sur l'enthousiasme, mais en nous appuyant sur l'intérêt personnel, sur l'intéressement, sur le règlement de comptes nous devons nous efforcer avant de construire de petits ponts qui... conduiront au socialisme...» (Lénine: Au IV^e anniversaire de la Révolution d'octobre. Oeuvres t. XXXIII, 40-41)

⁷ Lénine: Discours de clôture à la VII^e conférence du parti au gouvernement de Moscou. Oeuvres t. XXXII, p. 92. Lénine: Le rôle et les tâches des syndicats dans les nouvelles conditions écono-mo-politiques. Oeuvres t. XXXIII p. 172.

⁸ Ibidem p. 172.

⁹ Cf. Les expériences de la NEP en Union Soviétique. Kossuth Kiadó, 1975. p. 197.

¹⁰ Ibidem pp. 198 – 199.

¹¹ Lénine: Sur l'impôt sur les produits. Oeuvres t. XXXII pp. 365 – 366.

¹² Cf. Kouibichev: Lénine et la coopérative. Moskovskii rabotchii 1925 n° 53.

¹³ Lénine: Sur les coopératives. Oeuvres t. XXXIII pp. 467 – 476.

¹⁴ Cette assertion est confirmée dans le livre «Les expériences de la NEP en Union Soviétique» p. 214.

¹⁵ La XII^e Conférence du Parti Communiste (bolchévik) de Russie a pris une décision qui énonce «qu'en vue de garantir l'influence des éléments prolétaires ruraux dans les coopératives de production agricole on doit atteindre aussi vite que possible la fusion totale et organisée des associations de kolkhoses et des coopératives générales de production agricoles. Az SZKP... határozatai. (Les décisions du PCU.) Szikra Budapest I. rész. 779.

¹⁶ Az SZKP Kongresszusainak ... határozatai. II. rész. (La décision ... des Congrès du PCU. Partie II. Szikra Budapest 152 – 154.

¹⁷ Ibidem.

¹⁸ Kroupskaia: Discours au XIV^e Congrès du Parti Communiste (bolchévik) de Russie. De la matière du protocole sténographié. Moscou-Léninegrad, 1926. pp. 158 – 166.

¹⁹ G. E. Zinoviev: Discours au XIV^e Congrès du Parti Communiste (bolchévik) de Russie. De la matière du protocole sténographié. Moscou – Léninegrad, 1926. 98 – 129.

²⁰ Cf. Preobrajensky: Zakon pervonatchalno ... pp. 5 – 20.

²¹ Ibidem.

²² L'Académie Communiste a organisé en janvier 1924 une discussion sur le rôle de la loi de la valeur dans l'économie soviétique. La thèse de Preobrajensky «sur les deux régulateurs» et «sur l'accumulation socialiste originaire a été repoussée par les économistes soviétiques à l'exception de V. Koganov et de A. Solntzev. La plupart des économistes ont indiqué la loi de la valeur comme régulateur unique de l'économie soviétique de transition (indépendamment de son caractère opposé). Mais on a identifié le contenu de la loi de la valeur avec la forme spontanée de leur réalisation en supposant que le fonctionnement de la loi de la valeur cesse de subsister avec l'élimination du caractère instinctif des processus économiques. Au cours de la discussion cette opinion a été partagée par Boukharine, Kriemane, Motilyov. (Vestnik kommunistyetskoy Akademii t. XV. Quant aux lois réglementant l'économie nationale Ödön BARLA SZABÓ fait connaître les discussions y relatives dans l'étude „Az 1920-as évek gazdasági vitái...” (Les discussions économiques des années 1920...) pp. 149, 246.

²³ Ibidem.

²⁴ Boukharine: Der Weg zum Sozialismus Wien 1925. Entre 1923 et 1927 Boukharine a représenté la ligne de l'organisation du parti de ce temps-là.

²⁵ Bolsevik: 1925. n° 8.

²⁶ Boukharine: Koprosou o zakonomernostyakh perekhodnogo perioda. Moscou 1928. Boukharine: Zametki ekonomista. Pravda, 1928. n° 228.

²⁷ N. Boukharine: Der Weg zum Sozialismus. Verlag für Litteratur und Politik Wien, 1925. pp. 38 – 48.

²⁸ „Pendant la domination capitaliste toutes les sortes des coopératives paysannes subissent inévitablement l'influence de l'économie capitaliste.” „Dans les conditions du socialisme les exploitations paysannes changent graduellement leur caractère, elles s'associent et se transforment avec l'industrie étatique en un ensemble encore plus puissant».

«Et cette chaîne économique dont chaque élément est organisé, est par essence le socialisme». Cf. l'oeuvre citée de Boukharine, pp. 53 – 48.

²⁹ Cf. l'oeuvre citée de Boukharine, pp. 43 – 48. Dans cette période de l'évolution socialiste (de 1923 à 1927) les auteurs d'économie politique ont considéré comme coopérative correspondant au degré de l'évolution économique donnée les coopératives d'achat celles de production des petits producteurs. Cf. A. Goltsman: Nachi zadachi v derevno. Bolchévik 1925. N° 3 – 4, pp. 78 – 79. F. Volfson: Khozaystvennoye pravo pervogo desyatiteliya. Sovetskoye pravo. 1927. N° 6, pp. 26 – 28. M. Poleniy: Puti proizvodstvennogo kooperativnogo krestyanstva. Bolchévik 1927. N° 17. M. Belenkiy: Kooperativny

plan Lenina i yego ljetolkovaniyi. Bolchévik. 1927. N° 22, pp. 84 – 99. M. Kantor: Stroitel'stvo sotzializma v derevne i apparat selskokhozayistvennikh kooperatsiy. Bolchévik 1925. N° 5 – 6. Stouthka: Lenin i krestyanstvo (agrarnaya revolyoutsia) «Prometey» Moscou 1925, pp. 206 – 217.

En sollicitant la nécessité de l'organisation des kolkhoses Krieman développe dans la question concernant les coopératives une conception contraire dans son oeuvre intitulée «Soyouz proletariata i bolchinstvo krestyanstva v SSSR posle pobedi revolyoutsii».

³⁰ N. Boukharine: Der Weg zum Sozialismus ... «L'accroissement des coopératives et la lutte de classe à la campagne». G. chap. VIII, pp. 55 – 60.

³¹ G. E. Zinov'ev fait connaître au XIV^e Congrès du parti les idées fondamentales de sa brochure «Lénine sur le monopolcapitalisme». (Matière du protocole sténographié. 1926. p. 102.

³² N. Boukharine: O novoy ekonomicheskoy politike i nachikh zadachakh. Bolchévik. 1925. N° 8.

³³ Ibidem.

³⁴ La ligne officielle du Comité Central du parti a défendu la conception théorique «Sur les deux plans stratégiques» contre l'attaque de la nouvelle gauche comme la thèse juste de Lénine concernant le rapport entre la NEP et les coopératives. D'ailleurs Kroups-kaya appartenant aussi à l'opposition de Leningrad a attaqué la théorie léniniste «sur les deux plans stratégiques» ensemble avec les résolutions de la XIV^e Conférence du parti relative à l'élargissement du marché et à la liberté de l'échange. Il est à noter que Staline a emprunté littéralement dans son oeuvre «Aux questions du léninisme» la thèse sur les deux stratégies. La théorie concernant les coopératives socialistes l'a acceptée la théorie de Staline jusqu'à la fin des années 1950 comme l'idée fondamentale du plan léniniste sur les coopératives.

³⁵ N. Boukharine: K voprosu o zakonomernostyakh perekhodnogo perioda. Moscou 1928. N. Boukharine: Zametki ekonomista. Pravda, 1928. N° 228.

³⁶ Comme nous venons de dire cette thèse a coïncidé jusqu'en 1927 avec la ligne de politique générale du parti et c'est justement «les deux plans stratégiques de Lénine» qui a signifié le bien-fondé de la théorie.

³⁷ Dans les années 1920 un groupe des anciens spécialistes agraires était d'avis que les coopératives paysannes étaient le moyen de conserver les exploitations paysannes à petite production marchande. Cette opinion a été représentée par L. N. Litochenko, le professeur N. D. Kondratyev, A. Tchayanov et A. Thcelinkev. Leur thèses ont été critiquées par A. Leontyev dans son oeuvre Sotsialisticheskoye stroitel'stvo i ego kritik. Moscou 1928. Chap. 6.

³⁸ P. Stouthka: Kours szovetskogo grazhdanskogo prava. t. II, pp. 107 – 118.

³⁹ Op cit. t. III, pp. 16 – 17.

⁴⁰ Op. cit. t. III, pp. 47 – 48.

⁴¹ D. S. Rozembaum: Zemelnoye pravo RSFSR. Moscou pp. 345 – 357. C'est également dans les cadres du droit agraire que I. Yevtikhiyev: Zemelnoye pravo, Moscou, 1924 et D. I. Ivanitskiy: Zemelny Kodeks RFSSR, Moscou, 1928 traite des kolkhoses.

⁴² Cf. D. I. Stouthka: Kours ... t. III, pp. 17 – 18.

⁴³ D. S. Rozembaum: Zemelnoye pravo ... p. 352.

⁴⁴ La décision de novembre 1929 du Comité Central a permis aux services d'État de donner en propriété aux kolkoses les moyens de production. Cf. Stouthka: Kours ... t. III. p. 48.

⁴⁵ Cf. D. S. Rozembaum: Zemelnoye pravo ... p. 154.

ЮРИДИЧЕСКИЕ МНЕНИЯ О ПОНЯТИИ КООПЕРАТИВА И КООПЕРАТИВНОЙ СОБСТВЕННОСТИ В СОВЕТСКОМ СОЮЗЕ В 1921—1930 ГГ.

д-р МАРТА ШЮВЕГЕШ

доцент

РЕЗЮМЕ

Автор в первую очередь занимается толкованием ленинской новой экономической политики и в рамках этого рассматривает мнение Ленина о понятии и функции кооперативов. После этого переходит к прениям о теории социалистической экономики, центральным вопросом которых являлась связь между кооперативами и социализмом. Мнения о кооперативной собственности рассматривает вместе с материалом, сформированным на прениях о понятии права и делении системы права, т. к. право собственности в этот период являлось частью мнений о понятии права.

Автор устанавливает, что понятие кооператива в упомянутый период отмечает такую экономическую организацию, которая в области потребления, заготовки и реализации охватывает членство на основе самостоятельной собственности и ступает в связь с другими экономическими организациями посредством товарных и финансовых отношений.

RECHTSWISSENSCHAFTLICHE ANSICHTEN ÜBER DEN EIGENTUM IN DER SOWJETUNION IN DER ZEIT VON 1921 BIS 1930

DR. MÁRTA SÜVEGES

Universitätsdozentin

(ZUSAMMENFASSUNG)

Der Verfasser befasst sich in erster Linie mit der Lenin'schen Deutung der NEP und diesem Rahmen untersucht er die Ansicht Lenin's über den Begriff und die Funktion der Genossenschaft. Danach geht er auf jene sozialistischen wirtschaftstheoretischen Diskussionen näher ein, deren eine zentrale Frage die Beziehung zwischen der Genossenschaft und dem Sozialismus war. Er untersucht die über das Genossenschaftseigentum erörterten Ansichten gemeinsam mit dem Diskussionsmaterial über den Begriff des Rechts und die Aufteilung des Rechtssystems, das Eigentumsrecht in dieser Periode als eine Teilfrage der Ansichten über den Begriff des Rechts erschienen ist. Der Verfasser stellt fest, dass der Genossenschaftsbegriff innerhalb dieser Periode eine solche Wirtschaftsorganisation bedeutete, die auf dem Gebiet des Verbrauchs, des Einkaufs und der Verwertung aufgrund eines selbständigen Eigentums die Mitgliedschaft umfasste und mit anderen Wirtschaftsorganisationen durch Vermittlung der Waren und Geldverhältnisse verbunden war.